

DECLARATION LIMINAIRE DE Léonid PLIOUCHTCH
à la CONFERENCE de PRESSE FAITE Le
MARDI 3 Février 1976 à PARIS

Je voudrais tout d'abord demander à la presse de transmettre l'expression de ma reconnaissance à tous ceux qui ont participé à ma libération. Ici, en Occident :

- au Comité international des mathématiciens, à Amnesty international, aux syndicats ouvriers de France, aux organisations ukrainiennes dans le monde ;

- aux psychiatres britanniques, français et allemands, au Comité contre l'utilisation de la psychiatrie en URSS à des fins criminelles ;

- aux communistes de France et d'Italie.

Je tiens à remercier tout particulièrement le gouvernement français qui m'a permis de venir en France avec ma famille, la Fédération de l'Education nationale de France pour son appui matériel et sa participation à l'installation de ma famille en France.

J'adresse tout particulièrement ma gratitude et ma reconnaissance à mes amis en Union soviétique qui, aussitôt après mon arrestation, ont fait tout leur possible pour que l'opinion publique mondiale prenne connaissance de mon cas : au groupe d'initiative pour la défense des droits de l'Homme en URSS, à l'académicien SAKHAROV personnellement, et à bien d'autres amis dont je ne peux encore aujourd'hui citer les noms.

Je remercie tout ceux qui ont aidé ma famille durant ces années. La liste en est longue et elle se répartit sur de nombreux pays.

J'ai reçu une énorme quantité de lettres de félicitations. Malheureusement, il m'est physiquement impossible d'y répondre. Je veux exprimer ma reconnaissance à leurs auteurs par le truchement de la presse.

Dans tout ce flux de lettres, une seule était fortement négative. C'est un document curieux dont je veux donner lecture :

"*Traître, dégénéré, si par humanisme on t'a laissé sortir de Russie, c'est simplement la preuve que même les traites y jouissent de la liberté. De même, c'est en toute justice qu'on t'a traité, en internant un idiot dans une maison de fous. Toi, en tant qu'anormal, tu as commis bien des saletés à l'égard de la Patrie, une telle racaille est ramassée par les trusts du capital, ils en ont besoin pour continuer à asservir les masses travailleuses. Toi, tu vas chanter leurs chansons en fulminant de la propagande contre la Patrie. Mais n'oublie pas qu'ici aussi l'ouvrier jettera bas l'asservissement. L'Europe flambe de grèves, tout autour le peuple est contre les parasites, défendant son droit à la vie et au travail. Ton nom est connu de tout le peuple travailleur, tu ne mérites rien d'autre que la réprobation, tu n'as pas mérité la confiance de la masse ouvrière, tu es sorti du peuple, tu as étudié grâce aux deniers du peuple. La vie des ouvriers est dure, tu as bien remercié le peuple et la patrie. Sois maudit avec ta femme et tes enfants, déchet du genre humain. Tu as défilé sur le peuple et la Patrie. La merde, on passe à côté, sinon on pue soi-même. Voilà pourquoi on t'a fichu à la porte de la maison de fous et de la Russie. Je te traduis les paroles d'ouvriers français qui ont appris que tu vivais dans cette ville"*

La signature est illisible et il n'y a aucune adresse.

Cela se passe de commentaire. Je suis persuadé qu'un ouvrier français n'aurait pu écrire une telle lettre. C'est là le point de vue de simples staliniens soviétiques : il montre leur niveau moral et intellectuel.

Le sensationnel créé à mon propos m'est fort désagréable. Mais j'espère qu'il attirera l'attention d'une grande partie de l'opinion publique mondiale sur le sort qui est fait en URSS à ceux qui pensent autrement et que cela renforcera la lutte pour les droits de l'Homme dans le monde.

Je vais relater brièvement mon "affaire". J'ai trente sept ans. Je suis de nationalité ukrainienne. J'ai fait mes études à KIEV, à l'Université d'Etat. Ma profession : mathématicien. Jusqu'en 1968, j'ai travaillé à l'Institut de cybernétique de l'Académie des sciences de l'URSS. Je fus licencié officiellement pour compression de personnel, mais en réalité en raison d'une lettre de protestation que j'avais adressée à propos de l'affaire QUINSBOURG-GALANSKOV (1) au journal Komesomolskaya Pravda. Je ne pus ensuite trouver aucun travail. Je fus arrêté en janvier 1972 sous l'inculpation de propagande anti-soviétique. Pourquoi me suis-je donc retrouvé en prison, puis dans un hôpi-

tal psychiatrique ?

En 1964, après le limogeage de Khrouchtchev j'écrivis une lettre au comité central du parti communiste de l'URSS. J'exprimai mon opinion sur la démocratisation de l'URSS. La lettre parvint, accidentellement, au KGB. On m'y invita, au cours d'un entretien, à ne pas écrire de telles lettres, on ne sait trop pourquoi, durant deux ans. Je gardai mon travail et fus même chargé de la propagande et d'un séminaire philosophique.

A partir de 1966, je commençai à écrire des articles pour le "samizdat" sur la nature du gouvernement soviétique, sur son idéologie, sur le problème national en URSS. Marxiste de conviction, j'examinais tous ces problèmes en me fondant sur les oeuvres de Marx et de Lénine. Je démontrai que le stalinisme n'est qu'une dénaturation de type thermidorien et bonapartiste de la Révolution d'octobre ; qu'un capitalisme d'Etat avait édifié en URSS, que la propriété est détenue non par le peuple, mais par un Etat, isolé de toutes les classes; que la bureaucratie est au service d'un capitaliste abstrait, l'Etat ; qu'en matière de problème national, l'URSS poursuit la politique du gouvernement tsariste.

Je considérais qu'en URSS une révolution était impossible, qu'elle n'était pas souhaitable, mais qu'une démocratisation progressive était indispensable par des réformes faites d'en haut et une propagande menée parmi la population. Voulant participer pratiquement à la lutte pour la démocratisation, je diffusais les publications du samizdat, je recueillis des informations pour la "Chronique des événements courants" et pour "le messager ukrainien" qui intéraient la lutte pour les droits de l'Homme en URSS.

En 1969, je devins membre du "Groupe d'initiative pour la défense des droits de l'Homme en URSS" qui protestait légalement contre les violations de la Constitution soviétique et de la déclaration universelle des droits de l'Homme.

Le 15 janvier 1972, je fus arrêté et placé en isolement dans la prison de Kiev où le KGB républicain menait l'instruction des affaires. On me reprocha tout ce que j'ai raconté ci-dessus. Dès le premier jour de l'instruction, je me refusai à faire la moindre déposition. Je savais que le moindre témoignage sur mes amis, même positif, ne serait qu'utilisé contre eux. La vérité n'intéresse ni KGB, ni la Procuration. Je déclarai à ceux qui menaient l'instruction que je considérais le KGB comme un organisme contraire à la Constitution et que je ne voulais pas être le complice de leurs crimes contre le peuple.

./..

Je savais que, déjà en 1969, au cours d'une instruction, on avait dit à une de mes relations, VAKHTIAROV que j'étais un schizophrène et que je me trouvais dans un hôpital psychiatrique. Dès le jour de mon arrestation, je fus donc persuadé que je serai interné dans l'hôpital psychiatrique de DNEIPROPETROVSK. Je comprenais que ma tactique du silence durant l'instruction ne faisait que renforcer une telle menace, mais je ne voulais pas renier mes principes.

En mai 1972, je fus envoyé pour une prétendue expertise psychiatrique légale en milieu hospitalier à l'Institut SERBSKY. Mais je passai les six mois entiers à la prison moscovite de Lefortovo. La décision de me contraindre à un traitement fut prise simplement après quelques entretiens avec des psychiatres, dont notamment l'académicien SNEJNEVSKI, LOUNTZ, NADJAROV et MORQZOV, tous éminents psychiatres soviétiques. Il y eut deux expertises. J'appris ultérieurement que le diagnostic était le suivant : "schizophrénie torpide depuis l'adolescence".

J'ai été interné à l'hôpital psychiatrique spécial de DNEIPROPETROVSK de juillet 1973 au 8 janvier 1976. J'ai subi un "traitement" par neuroleptiques (halopéridol et trifazine (2) et deux cures d'insulinothérapie.

A l'hôpital psychiatrique spécial de DNEIPROPETROVSK, il y a surtout des malades mentaux, des assassins, des gens coupables de viols, des hooligans. Les internés politiques, une soixantaine, sont pour la plupart sains d'esprit. Il s'agit aussi de personnes comme PLAKHOTNIOUK, LATZENKO, ROUBANE, EVDOKIMOV, et LOUPINOS arrêtés pour une prétendue "activité anti-soviétique" ou comme des "perekhodtchiki", ceux qui ont tenté de partir pour l'Occident.

Dès le premier jour, l'horreur de la "psykhouchla" (3) me saisit : il y avait dans la salle plus de malades que de lits. Je fus placé en troisième au milieu de deux lits poussés ensemble. Sur les lits, les malades se tordaient de douleurs dues à l'halopéridol : l'un avait la langue pendante, l'autre les yeux exorbités, le troisième marchait en long et en large, coumbé, d'une manière peu naturelle. Certains étaient alités et gémissaient de douleur : on leur avait injecté du soufre. Ils m'expliquèrent qu'ils avaient été punis pour mauvaise conduite.

Tous les malades étaient en linge de corps sans boutons ; j'avais honte devant les infirmières, car dans un tel vêtement les organes sexuels sont visibles.

Près de la porte, des malades suppliaient les gardiens de leur permettre d'aller aux toilettes.

Le lendemain au réveil, je vis deux infirmiers en train de rouer de coups un malade. Dans la journée, je fus convoqué, pour interrogatoire, par le médecin KAMENETSKAYA. Un des infirmiers entra pour lui dire que le malade en question s'était jeté sur les infirmiers et qu'il avait ensuite tenté de se pendre dans les toilettes. Elle donna l'ordre de le lier. Elle fit ensuite irruption dans la salle et se mit à crier. Les malades me racontèrent que l'intéressé n'avait attaqué personne, mais qu'il avait été roué de coups parce qu'il avait demandé à être conduit aux toilettes. Personne ne se décida à le dire au médecin. Tous avaient peur de la punition par le soufre. Les malades commencèrent à se moquer de celui qui avait souffert, il leur répondit : "mais vous allez vous faire battre pour cela".

J'étais arrivé dans la prison avec un groupe de voleurs qui simulaient un dérangement mental pour pouvoir "se reposer et mieux manger". Dès le lendemain, ils avaient tous avoué qu'ils étaient sains d'esprit, tellement ils avaient été horrifiés par tout ce qu'ils avaient vu.

Une semaine plus tard, je fus transféré à un autre étage. Le régime y était un peu plus facile. Personne ne s'y tordait de douleurs dues à l'halopéridol ; il était plus facile d'aller aux toilettes ; les malades étaient vêtus de pyjamas, même si ceux-ci étaient sales et déchirés. On me coucha sur un bat-flanc entre deux malades, dont l'un, dans un état grave, avait tout-à-fait perdu visage humain (il était tout bouffi, atteint incontinence complète et se livrait à l'onanisme). Il fut bientôt transféré dans un hôpital de type normal car il était sur le point de mourir. C'est une pratique habituelle pour "abaisser" le pourcentage de la mortalité.

Les internés politiques expliquèrent immédiatement qu'on ne pouvait jamais protester, sinon on récoltait un traitement renforcé par neuroleptiques, des piqûres de soufre ou l'interdiction d'aller aux toilettes. Devant les médecins, il faut reconnaître que l'on est malade et renier toutes ses opinions.

Au début, je discutais avec eux mais plus tard, je parvins à la conclusion que c'était en effet l'attitude sensée.

Je fis la connaissance d'EVDOKIMOV, un journaliste de Léninegrad lié au NTS. Nous eûmes des discussions idéologiques. On nous séparait, nous qualifiant d'anti-soviétiques. Une des infirmières dit aux malades que nous étions des "youpins". Certains malades commencèrent à se plaindre disant que nous les empêchions de dormir durant la journée. Je fus transféré dans une autre salle. Dans celle-ci, il y avait aussi un interné politique. Mais les médecins le mirent en garde lui disant de ne pas me parler. Il garda le silence.

Un grand malade surnommé "MISTER" criait des slogans anti-soviétiques et me demandait de corriger ses lettres démentes aux autorités soviétiques. Les infirmiers lui promettaient de transmettre secrètement ses lettres au dehors et pour cela ils lui prenaient toute sa nourriture. Deux mois après, il mourut.

Dans cet hôpital, les infirmiers sont des prisonniers de droit commun qui purgent leur peine. Pour laisser les malades aller une fois de plus aux toilettes ou augmenter leur portion de "makhorka" (tabac noir de mauvaise qualité), ils exigent que les patients leur donnent des produits alimentaires, des chaussettes etc.... Si on leur refuse un pot-de-vin, on peut se faire rouer de coups. C'est ce qui arriva à EVDOKIMOV. Je me plaignis aux médecins et ma situation empira. Plusieurs fois par jour, j'étais soumis à une fouille, on me prenait mon tabac. Je dus donner un pot-de-vin.

On allait six fois par jour aux toilettes, en file, et une fois sur deux on avait le droit de fumer. Les malades tentaient donc de fumer le plus possible, d'où des nausées.

On me prescrivit de l'halopéridol à petite dose. Une somnolence se manifesta ainsi que de l'apathie. Il devint difficile de lire des livres. Je commençai à recracher secrètement les tablettes.

Trois mois plus tard, je fus transféré à la section n° 9, la plus sévère. Si l'arbitraire des infirmiers y est moindre, en revanche le "traitement" est beaucoup plus intensif. La surveillance est plus sévère et les interrogatoires faits par les médecins sont pleins de dérision. Je fus placé dans la "nadzorka" (section de surveillance) où se trouvent les grands malades agressifs ; les uns se battent entre eux, les autres se tordent dans des accès d'épilepsie, pleurent ou rient, chantent des chansons en argot ou racontent leur cas, leurs prouesses sexuelles, ou demandent à aller aux toilettes. Bref, une pétéaudière. Ainsi, par exemple, l'un de ceux qui avaient tenté de passer clandestinement la frontière

demande qu'on le laisse aller aux toilettes. Il est atteint d'incontinence d'urine et il a la permission du médecin de se rendre aux toilettes à n'importe quel moment. Mais les infirmiers n'en tiennent pas compte. Alors il urine par terre dans la salle. Il n'est pas le seul à utiliser ce mode de protestation. Dans les toilettes le tableau est encore plus déprimant : elles sont bourrées de monde, on lutte pour se placer au-dessus du trou, on recherche des mégots parmi le papier hygiénique utilisé. Certains malades mangent sur place des excréments ou se livrent à l'onanisme. Je ne veux pas exagérer le tableau, ils ne se livraient pas à l'onanisme tous les jours.

Dans la prison, j'étais considéré comme le malade le plus dangereux. Les infirmiers et les infirmières avaient l'interdiction de me parler. Les autres internés politiques avaient été mis en garde s'ils me parlaient: leur situation empirerait. Lorsqu'un infirmier commença à m'emprunter des livres de science-fiction, il s'entendit dire qu'il fréquentait un anti-soviétique. A la cantine, je fus placé pendant deux jours près d'un prisonnier politique, puis on nous installa à des tables différentes.

Une fois, pendant toute une soirée, je parlais de science fiction avec un jeune assassin. Le lendemain, il fut transféré dans une autre salle. De plus, les médecins me reprochèrent d'être lié avec un autre assassin, ce qui n'était qu'une invention. Simultanément, ils me reprochaient de ne parler avec aucun des malades.

Pour parfaire mon isolement, on m'interdit d'aller à la cuisine ou dans la cour où j'aurais pu, par hasard, rencontrer d'autres prisonniers politiques.

Déjà, huit mois avant mon procès, une lettre était parvenue à la prison de DNIETROPETROVSK pour qu'on ne permette en aucun cas quelque contact que ce soit entre moi et PLAKHOTNIOUK, un médecin de Kiev.

Pendant les interrogatoires, les médecins m'interrogeaient sur les contacts que j'avais eus pendant que j'étais en liberté. Je refusais de répondre à ces questions en leur expliquant qu'elles concernaient l'instruction de l'affaire. Mais ces interrogatoires me tourmentaient fortement car ils concernaient mes convictions et étaient accompagnés de commentaires railleurs. On commentait mes lettres, celles de mes proches. Ainsi, lorsque ma femme se plaignit un jour, je ne sais trop pourquoi, de la conduite de mon fils aîné et fit l'éloge du plus jeune, on me dit que l'aîné était sur la bonne voie tandis que le plus jeune n'était qu'un schizophrène. On laissait entendre que ma femme aussi était anormale. Et

qu'une proche connaissance qui m'écrivait des lettres chaleureuses était ma maîtresse et qu'en conséquence ces lettres ne me seraient pas parvenues.

En général, les médecins me suggéraient de cesser de correspondre avec mes amis car c'étaient tous des anti-soviétiques et ma correspondance avec eux démontrait que lorsque je sortirai de l'hôpital je poursuivrai mes "activités anti-soviétiques". Après le procès Yakir-Krassine (4), on me proposa d'écrire ma confession. Je demandai : "croyez-vous vraiment qu'à l'âge adulte un changement aussi rapide d'opinion est possible ? Ils n'ont fait que mentir". La femme médecin admit qu'ils avaient menti, elle insista pourtant pour que je fasse mon mea culpa. Mais le repentir seul était insuffisant. Il fallait démontrer qu'il était sincère. Il était indispensable de démontrer pourquoi je me considérais comme un malade mental. Je répondis donc prudemment que je n'étais pas un spécialiste et ne pouvais porter de jugement sur mon état de santé. D'ailleurs, ignorant le diagnostic me concernant, je ne savais pas quoi contester.

Quelques mots sur les médecins, sur leur niveau intellectuel et moral.

Le malade demande : "Quand retrouverai-je ma liberté ?" Le médecin : "Quand j'aurai pris ma retraite".

Un des malades qualifia les médecins de gestapistes. On lui prescrivit une piqûre de soufre (après une piqûre de soufre la température monte jusqu'à 40 °, l'endroit de la piqûre fait très mal, les douleurs sont si fortes que le malade ne sait pas comment se mettre ; nombreux sont ceux qui ont des hémorroïdes après les piqûres de soufre). Ce malade a hurlé de douleur pendant vingt-quatre heures, essayant d'y échapper en se cachant sous son lit. De désespoir, il a cassé une fenêtre et a tenté de se trancher la gorge avec les débris de verre. Il récolta de nouvelles punitions et fut roué de coups. Il demandait constamment à tout le monde s'il allait mourir. C'est seulement lorsqu'il fut sur le point de mourir et qu'un autre malade s'en aperçut qu'on supprima les piqûres de soufre. Pendant deux jours on lui donna de l'oxygène et on lui administra divers médicaments. On le sauva. Je crois savoir que le soufre était contre-indiqué dans son cas.

Dans une section voisine un malade "de droit commun" rapporta aux médecins que trois malades "politiques" (dont l'un était muet) "menaient des conversations anti-soviétiques". Ces malades furent soupçonnés de "complot". On trouva chez le muet une note

.../...

"Et combien coûtent les oranges ?". Cela fut considéré comme un message chiffré. On commença à injecter dans les veines des comploteurs des doses de barbamyli (5), d'une importance jamais vue à l'hôpital. Les malades étaient ramenés dans la salle complètement inconscients. Simultanément on leur injectait du soufre. Et tout ceci sans expliquer pourquoi. On apprit l'histoire du "complot" par une voie parallèle.

La femme médecin KAMENETSKAIA, que les malades avaient surnommée Elsa Koch se vanta devant EVDOKIMOV d'avoir acheté "une Remarque" (6). Il la surnomma ainsi. Ce surnom fut rapporté. On mit EVDOKIMOV à l'halopéridol.

La femme médecin LIOUBARSKIA s'adresse à moi : "Vous n'êtes qu'un tout petit homme. Pourquoi vous êtes-vous occupé de politique ?" Je lui explique qu'une des idées des communistes était d'amener la masse des travailleurs à l'action et que les Bolchéviques eux aussi étaient de petites gens." Réponse : "Mais vous n'êtes pas un Bolchévique". Et elle m'explique : "Votre état anormal tient au fait que dès l'adolescence vous vous êtes occupé de questions qui ne vous concernaient pas". (elle faisait allusion au fait qu'en tant qu'élève j'avais participé à des brigades de coopération avec les garde-frontières et qu'en tant que membre actif du KOMSOMOL j'avais fait partie de la "cavalerie légère" qui poursuivait les voleurs, les spéculateurs et les prostituées).

L'épisode suivant montre bien le niveau professionnel de ces médecins. Je demandai à la même femme : "Pourquoi n'utilise-t-on pas la psychothérapie ?". Réponse : "La psychothérapie ne peut être utilisée en psychiatrie".

J'ai raconté ce que j'ai vu et entendu. Mais on m'a prié de raconter ce qui s'y était passé avant que je n'y sois. La situation des malades et de ceux qui étaient en bonne santé était pire. A la moindre vétille, les infirmiers les rouaient de coups, les battant à mort parfois. Mon médecin traitant LIOUBARSKAIA dirigeait alors une section. Dans cette section des infirmiers tuèrent un malade. L'affaire fut étouffée et les infirmiers expédiés dans un camp. Mme LIOUBARSKAIA fut transférée comme simple médecin dans notre section. Au début des années 70, les infirmiers tuèrent un interné politique appelé GRIGORIEV en lui faisant éclater le foie. Il semble qu'après ces affaires, le régime ait été quelque peu atténué. Je n'ai pas pu vérifier les faits, mais je les tiens aussi d'internés politiques qui, je n'en doute pas, sont sains d'esprit, et d'internés de droit commun.

.../...

Je tire donc les conclusions. Que vise un tel "traitement" et un tel régime ? Je le vois d'après mon propre exemple.

Il s'agit de briser l'être humain durant les premiers jours, de détruire sa volonté de résistance. Puis commence le traitement par "neuroléptiques". J'ai constaté moi-même avec horreur, quotidiennement, la progression de ma dégradation intellectuelle, morale et affective. Je perdis rapidement intérêt pour les problèmes politiques, puis pour les problèmes scientifiques, enfin pour ma femme et mes enfants. En revanche, apparut la peur pour ma femme et mes enfants. La parole devint hachée, brève. La perte de mémoire empira fortement. Au début, je réagissais vivement aux douleurs des malades ou en apprenant la trahison de certains amis. Puis tout ceci me devint indifférent. L'effet des neuroleptiques était intensifié par mon isolement de tous les autres internés politiques sains d'esprit. J'avais envie de ne plus entendre les cris, les batailles, les rires, les pleurs, les délires. Je restais allongé toute la journée et tentais de dormir. Les neuroléptiques y contribuaient.

Je n'avais aucune pensée, sauf celles concernant les toilettes, le tabac et "les pots-de-vin" à l'infirmier pour pouvoir me rendre une fois en plus aux toilettes. Et puis encore une pensée : "Je dois me souvenir de tout ce que je vois ici, pour le raconter ensuite". Hélas, je ne me rappelle pas le centième.

Malgré mon apathie, je craignais que ma dégradation ne fût irréversible. J'avais vu de grands malades dont on m'avait dit qu'il y a quelques années encore, ils étaient sains de corps et d'esprit et qu'on pouvait entrer en contact avec eux.

Quelques internés ont été brisés sous mes yeux et se sont dégradés. L'état somatique d'EVDOKIMOV et de PLAKHOTNIOUK m'inquiète beaucoup. Je dois souligner que, grâce aux protestations de ma femme et de mes amis, grâce à l'écho qu'ils ont obtenu dans l'opinion publique occidentale, on s'est beaucoup occupé de mon état physique. Je ne pourrais en dire autant des autres.

Cette conférence de presse et la déclaration que je viens de faire me permettent d'attirer l'attention de l'opinion publique mondiale sur le sort des internés politiques en URSS et de lui demander de renforcer la lutte pour les droits de l'Homme dans le monde entier.

En tant que communiste par conviction, je veux m'adresser aux communistes de l'Occident. Alors

.../...

que j'étais à l'hôpital psychiatrique spécial de DNIEPROPETROVSK, j'appris que les communistes français et italiens s'étaient joints au combat pour ma libération. Je ne pensais pas que cela m'aiderait personnellement, mais je me réjouis du fait même : cela signifiait pour moi que les communistes luttent pour un socialisme humain.

Nous, les néo-marxistes soviétiques, nous avons toujours espéré dans les partis communistes de France, d'Italie et de Grande-Bretagne. Nous espérons que ces partis poussaient l'oeuvre du parti communiste tchécoslovaque, qu'ils réhabilitaient l'idéal communiste et obligerait le parti communiste de l'URSS à choisir entre le mao-stalinisme et le communisme à visage humain.

J'espère que ces partis entreront dans la lutte active pour sortir de l'impasse où se trouve toute l'humanité, tant dans les pays "socialistes" que capitalistes.

Le devoir que m'impose ma conscience est d'entrer, ici en Occident, dans la lutte pour la libération des détenus politiques des prisons, camps et prisons psychiatriques d'URSS. Maintenant se développe une campagne pour la libération de mes amis Vladimir BOUKOVSKY, Semion GLOUZMAN et Valentin MOROZ. J'appelle toutes les honnêtes gens à y participer.

Notes explicatives :

- (1) Alexandre GUINSBOURG et Youri GALANSKOV furent condamnés en janvier 1968 respectivement à cinq et sept ans de prison. Le premier pour avoir écrit un Livre blanc sur le procès SINIAVSKI-DANIEL, le second pour avoir publié sous son nom une revue littéraire et politique "Phénix" tenue pour clandestine par les autorités. GALANSKOV est mort au camp à l'âge de 33 ans.
- (2) sorte de Largactyl perfectionné.
- (3) terme familier pour hôpital psychiatrique.
- (4) Yakir et Krassine firent leur autocritique.
- (5) produit semblable au penthotal, barbiturique administré par voie intraveineuse qui a la propriété de plonger le sujet dans un état de narcose au seuil de la conscience et qui est utilisé en narco-analyse.
- (6) "koupila Remarkou" : le second prénom d'Erich Maria Remarque fait croire au médecin que l'auteur était une femme.